

APPROCHES ENDOGÈNES DANS LA GESTION DES CRISES : ÉTUDE DE CAS À KARANGASSO-SAMBLA

INTRODUCTION

Contexte de l'étude et justification du choix du thème

« Parler de la résolution endogène des crises c'est comme si tu nous demandais comment on fait pour résoudre le conflit français là » (T.G.O, cultivateur sambla, 43 ans, musulman, CM2, Kokosso, 06/04/2025). Ces propos situent le contexte ayant conduit à cette recherche, centrée sur les solutions endogènes de gestion des crises foncières dans les pays du Sahel.

Depuis les années 1990, la gestion des conflits, leur transformation et la prévention des crises occupent une place centrale dans les politiques de développement (Engels, 2021). La gestion des conflits désigne ici un ensemble de mécanismes visant à réduire ou transformer les tensions au sein d'une communauté. En Afrique, particulièrement en Afrique de l'Ouest et dans le bassin du lac Tchad, les dirigeants africains ont reconnu les implications négatives du terrorisme sur le développement et la stabilité dans la déclaration de Dakar contre le terrorisme, adoptée en octobre 2001 par le sommet africain contre le terrorisme (Ipe et al. :9).

Dans ce contexte, l'Union européenne (UE) a adopté une approche régionale et globale combinant sécurité et développement pour répondre aux défis du Sahel¹. Ses domaines d'intervention sont politiques, sécuritaires, économiques et culturels (Rouppert et Tisseron, 2013). Toutefois, les approches de gestion de crises déployées dans la région ont montré des limites. Elles ont contribué à l'effritement des liens sociaux entre groupes et communautés, à la marginalisation de certains groupes sociaux, et à la pauvreté. Lyammouri (2022) met en évidence l'inadaptation de ces approches à l'image de celles basées sur la résolution des crises par l'usage des armes et le recours aux institutions dites modernes (préfecture, mairie, gendarmerie, justice, etc) au détriment du dialogue et de l'arbre à palabre. Ces limites traduisent un inconfort dans l'appropriation locale des approches occidentales de gestion de conflits et de lutte contre le terrorisme dans le Sahel. Les médiations assurées par les autorités traditionnelles présentent également des limites, notamment en raison d'un manque d'impartialité. Par exemple, au Mali, l'immixtion d'hommes politiques auprès d'autorités coutumières chargées de la gestion des crises a fait perdre leur crédibilité en influençant leur verdict (Lyammouri, 2022).

¹ Cette approche régionale et globale a été adoptée en 2011 selon Rouppert et Tisseron, (2013).

Il apparaît ainsi nécessaire, dans ce contexte, de repenser les stratégies de gestion de crises en privilégiant des approches conçues par les populations locales. Olivier de Sardan (2023) distingue plusieurs types de crises : les crises agro-pastorales, de l'emploi, des élites politiques, des services publics, de l'islam, de l'occidentalo-centrisme, ainsi que les crises sécuritaires et militaires. Les crises foncières relèvent principalement de la crise agro-pastorale et occupent la première place. Au Burkina Faso, Enabel (2024) souligne qu'elles concernent toutes les communes.

Cette étude s'inscrit dans cette perspective en examinant les mécanismes endogènes de gestion des crises foncières à Karangasso-Sambla². Elle se concentre sur les interactions observées dans les champs communautaires, notamment lors des séances de partage d'expérience, et analyse trois outils majeurs : le dialogue, la transmission du savoir et la reconnaissance des mérites de l'autre.

Définition de champ communautaire

Dans son acception première, le champ communautaire est un espace qui appartient à une communauté. Il a pour vocation de fédérer des groupes d'individus autour d'intérêts communs, ce qui explique la diversité des rôles qu'il joue.

Jourdan et al. (2012), dans leur étude de l'usage du concept de « santé communautaire », concluent que le champ communautaire renvoie à un espace où les participants ont globalement les mêmes intérêts, tout en défendant chacun des intérêts propres. Selon ces auteurs, les acteurs partagent une préoccupation : le bien-être physique, mental et social des individus et des collectivités dans une société donnée et à une époque donnée.

Initié par les habitants d'une localité, le champ communautaire requiert une gestion collective. En principe, tous les membres participent activement à la survie de la structure, ce qui conduit à l'instauration d'un mode de gouvernance inclusif. À Karangasso-Sambla, par exemple, les champs communautaires sont des espaces collectifs de culture organisés selon un modèle associatif informel.

Le champ communautaire devient ainsi non seulement un lieu de production et de redistribution de biens et services (techniques culturelles, semences, gestion et gouvernance des ressources naturelles) mais aussi un lieu où le partage équitable des bénéfices est prôné afin de construire une assistance sociale. Au-delà de son rôle économique, l'instauration de champs communautaires participe à la régulation de l'ordre social entre les habitants. Cette fonction sociale se manifeste généralement par le renforcement des liens de solidarité, d'entraide, de compassion et de confiance. Le champ communautaire devient ainsi un moyen de relier et d'affermir les relations entre les différents groupes de la localité, dans la perspective du maintien et du renforcement de la cohésion sociale. En ce sens, l'existence de champs communautaires participe à l'arbitrage des décisions, des pratiques et des manières de vivre. Par la mise en place des règles de fonctionnement et la veille permanente à leur respect, les champs légitiment les pratiques et connaissances locales.

Présentation de la recherche et de la zone d'enquête

L'étude a été menée dans la commune rurale de Karangasso-Sambla, située dans la province du Houet, à environ 50 km au nord-ouest de Bobo-Dioulasso. Cette localité, d'environ 4 800 habitants, connaît des conflits fonciers récurrents, tant entre groupes sociaux qu'au sein des familles.

L'approche qualitative a été utilisée. La collecte des données, réalisée entre le 27 mars et le 18 avril 2025, a reposé sur la triangulation des sources et des entretiens menés auprès d'hommes, de femmes, de jeunes, d'autochtones et d'allochtones. La méthode dite « boule de neige » a permis de constituer un échantillon de 42 entretiens : 38 individuels, un focus group de 9 personnes et trois entretiens informels³ (de 4 personnes, 3 personnes et 5 personnes). Au total, 59 personnes ont été entendues dont 42 hommes et 17 femmes.

Tableau 1 : Composition de l'échantillon : entretiens individuels par catégorie

Tranche d'âge	Membre d'un champ communautaire	Non membre d'un champ communautaire	Autorités administratives	Membres RECOPA
31-35	2		1	
36-40	2			2
41-45	4	1	1	1
46-50	7	1		
51-55	3	1		1
56-60	3		1	
61-65	2	1		
Plus de 65	1	1	1	1

Source : données du terrain, mars-avril 2025

² Karangasso-Sambla est un village situé dans le nord-ouest de Bobo-Dioulasso à l'ouest du Burkina Faso. ³ Entretien effectué dans des lieux publics, qui ne suit pas l'ensemble des règles formelles (lieu calme choisi par l'enquêteur, suit scrupuleusement les questions mentionnées sur le guide, ...)

Problématique

Les populations des Hauts-Bassins, notamment celles de Karangasso-Sambla, ont développé au fil du temps des pratiques propres de gestion des crises (Ouédraogo, 2011). Ces stratégies endogènes demeurent souvent mal comprises dans les milieux politiques et internationaux, où elles peuvent être jugées incohérentes ou inefficaces (Ouoba, 2016).

Dans cette localité, la stabilité sociale et territoriale repose sur les relations entre les familles, les groupes ethniques et les membres d'un même groupe (Ouoba et al., 2023a). L'enjeu de cette étude est d'analyser les mécanismes mobilisés par les habitants pour gérer les conflits fonciers, en posant la question suivante : **en quoi le partage de connaissances entre les membres des champs communautaires contribue à la gestion des crises foncières à Karangasso-Sambla ?**

À travers cet éclairage, cette étude contribue à la réflexion sur la place des pratiques endogènes dans les stratégies de gestion de crises au Sahel.

1 LES CHAMPS COMMUNAUTAIRES : DES ESPACES DE MISE EN RELATION

À Karangasso-Sambla, les champs communautaires ne sont pas de simples espaces de cultures : ce sont aussi des lieux gérés collectivement et des cadres d'échanges sociaux.

Les champs communautaires et leur organisation

Un champ communautaire est une parcelle de 1 à 2 hectares, cultivée collectivement (pomme de terre, coton, maïs, arachide, niébé). Il réunit 15 à 25 cultivateurs, considérés comme « membres ». Il fonctionne selon un modèle associatif : un bureau, des règles d'adhésion et de gouvernance, une cotisation mensuelle (100 FCFA à 200 FCFA), sans pour autant être reconnu officiellement (pas de récépissé de création, ni de statuts écrits). En théorie ouvert à tous, certains champs communautaires exigent toutefois une appartenance à un même groupe religieux ou à une même génération d'initiés⁴, ce qui exclut certains groupes. On distingue plusieurs catégories de champs communautaires :

Les champs communautaires d'initiation regroupent les individus qui ont franchi ensemble les étapes d'initiations, pour maintenir la cohésion générationnelle : « On le fait pour que nous nous connaissions surtout nous qui sommes de la même génération d'initiés » (T.G.M, cultivateur sambla, 60 ans, musulman, Kokosso, 03/04/2025).

Les champs communautaires par quartier accueillent tous les groupes sociaux. « Peu importe le groupe social, tout le monde peut être membre de ce champ » (T.G.A, cultivateur sambla, 63 ans, musulman, Mangandougou, 05/04/2025).

Les champs communautaires entre amis reposent sur les affinités personnelles. Leur objectif est de promouvoir la cohésion et l'entente : « Il n'y a pas de question d'âge ici, c'est entre amis » (T.T.B, cultivateur sambla, 42 ans, musulman, Kokosso, 29/03/2025).

Les champs communautaires confessionnels sont constitués pour soutenir le maître coranique et la construction d'infrastructures éducatives. Ils regroupent « ceux-là qui avaient leurs enfants inscrits chez maître coranique. Il y avait des Mossi et même des Peuls » (S.T, ménagère sambla, 62 ans, musulmane, Kokosso, 18/04/2025).

Le respect des règles est essentiel au bon fonctionnement du groupe ; leur transgression entraîne des sanctions (refus de participer aux événements sociaux, non-paiement de cotisation, etc.). Tous les membres sont soumis aux mêmes règles, l'objectif étant de dépasser des différences pour maintenir la stabilité de la localité. Sur le plan de la gouvernance, le choix des dirigeants repose sur leur capacité à diriger et à négocier avec impartialité. Les dirigeants restent en fonction sur de longues périodes et sont rarement remplacés, sauf s'ils enfreignent les règles du groupe, par exemple en cas de vol, de non-respect de la confidentialité ou de comportements jugés inappropriés envers un autre membre.

Les interactions entre membres du champ s'organisent selon un modèle hiérarchisé, marqué par une relation de « supérieur⁵ à subordonné ». Le supérieur n'étant pas toujours en mesure de résoudre un conflit, il peut déléguer ce rôle à un membre jugé plus apte.

Nos interlocuteurs estiment que les champs communautaires sont nombreux dans ce village sans toutefois oser donner un chiffre, du fait de leur caractère informel.

Les champs communautaires, des espaces d'échange

Les champs communautaires donnent lieu à des usages multiples, communautaires, associatifs, amicaux et religieux, et renforcent l'appartenance au territoire des membres. Ils constituent un espace physique partagé et un cadre d'interactions sociales. Le terme « communautaire » renvoie ici à ce qui appartient à la communauté : le champ rassemble différents groupes et contribue à la cohésion entre les habitants de Karangasso-Sambla. Cette perception, largement partagée, fait des champs un lieu de rapprochement entre les groupes ethniques et sociaux.

Ces espaces sont parfois qualifiés de « champs de groupe », c'est-à-dire des parcelles gérées par un collectif qui en définit les règles et veille à leur respect. L'objectif est généralement le partage équitable des bénéfices, notamment pour l'achat de semences. Cette organisation constitue une forme de soutien qui aide à réduire les incompréhensions entre membres.

⁴ Il s'agit d'une cohorte d'individus ayant franchi collectivement les étapes de l'initiation, formant une unité sociale et culturelle. Chez les Sambla il n'y a pas d'âge fixe pour subir le rite d'initiation. Toutefois les jeunes hommes estimés mûres et capables de garder des secrets (à partir de 20 à 25 ans) peuvent être initiés. Cette étape marque le passage vers le statut d'adulte en ce sens que l'initié effectue des rites et acquiert des connaissances qu'il ne possédait pas avant le rite d'initiation. ⁵ Est considéré comme supérieur le membre estimé le président ou le répondant officiel du champ communautaire.

L'expression « quand la population s'accorde pour faire un champ » traduit l'idée d'unité au sein du groupe. Cette unité suppose solidarité, compassion et confiance, dimensions essentielles dans un contexte de conflits fonciers, notamment entre les Sambla, groupe autochtone et propriétaire terrien, et les autres habitants. Ces champs créent ainsi un espace propice au réseautage.

2 LES CHAMPS COMMUNAUTAIRES, RÉGULATEURS POTENTIELS DES CONFLITS

Un contexte potentiellement conflictuel

La région des Hauts-Bassins, située dans la partie ouest du pays, comprend les provinces du Tuy, du Kéné Dougou et du Houet. Plusieurs groupes sociaux y coexistent : Sambla, Bobos, Toussians, Peulhs, Bwaba, Samo, Mossi, Dagari, Dafing, Lobi et Djan. Cette cohabitation crée diverses tensions, en particulier autour du foncier. En 2023, la région a enregistré le plus grand nombre de conflits (177) après la région du Nord (247) (ONAPREGECC, 2024).

Ces conflits sont souvent liés à l'accès à la terre, celle-ci étant à la fois un facteur de production et un bien d'héritage social et historique (Enabel, 2024). La terre peut donc devenir source de conflit en raison de son importance pour les communautés. Malgré des tentatives de réformes, le foncier demeure un bien communautaire dont les règles d'accès et de gestion sont définies localement (Sahel Peace Initiative, 2023).

La région occupe en 2023 la première place avec 79,7 % des conflits fonciers recensés. Sur les 141 conflits fonciers enregistrés, la province du Houet arrive en tête (76 cas), suivie du Kéné Dougou (54 cas) et du Tuy (11 cas) (ONAPREGECC, 2024). Connue pour la fertilité de ses terres et la disponibilité de ses ressources foncières et hydrauliques, la commune de Karangasso-Sambla attire des migrants paysans et pasteurs venus des régions du Plateau central, du Nord et du Centre-Nord, ainsi que des Burkinabè « rentrés de la Côte-d'Ivoire suite à la crise des années 2000 » (données du terrain, 1er mars 2025). Cette richesse en ressources foncières l'expose à de fréquentes crises foncières entre autochtones sambla, migrants paysans (généralement des Moose) et pasteurs (Peulhs), tensions accentuées par la réduction des terres disponibles après la réalisation du barrage de Samendéni (2008-2017) (Ouoba et al., 2023a).

Karangasso-Sambla devient ainsi une zone vulnérable où les habitants développent des stratégies pour prévenir ou résoudre les conflits relatifs à l'accès à la terre (Ouoba et al., 2023b). Ce sont donc ces crises foncières liées à des contestations de propriété (469 cas au Burkina Faso) (ONAPREGECC, 2024) qui ont retenu notre attention. En effet, « ces conflits, fréquents dans les provinces du Houet et du Kéné Dougou, résultent principalement du manque de pâturages et de la concurrence pour les terres arables » (Nakanabo, 2024).

Dans ce contexte conflictuel, les données du terrain montrent que les champs communautaires à Karangasso-Sambla jouent un rôle dans la résolution des crises foncières.

Les champs communautaires vecteurs de partage et de dialogue

Cette section analyse trois outils mobilisés dans les champs communautaires pour la gestion des crises : le dialogue, la transmission du savoir et la reconnaissance du mérite.

Les champs communautaires, à travers les séances de partage d'expérience, facilitent l'établissement ou le rétablissement du dialogue et favorisent la transmission des connaissances entre leurs membres. Ils contribuent également à la reconnaissance des mérites du détenteur d'un savoir, chargé de le transmettre au groupe.

• *Le dialogue : un espace d'interpellation et de réconciliation*

Les résultats montrent que les séances de partage d'expérience stimulent les échanges entre des membres parfois opposés :

Grâce aux séances de partage d'expérience, des gens qui étaient en bagarre à cause d'un champ peuvent se parler rapidement. Puisque c'est le moment où chacun expose ses difficultés pour chercher des solutions. Donc on cause à bâton rompu. Et c'est dans ça que certaines personnes renouent les échanges. Alors que le début de la résolution d'une mésentente c'est se parler. T.S.T, ménagère sambla, 62 ans, musulmane, Kokosso, 18/04/2025.

Le dialogue permet de renouer les liens, de désamorcer rapidement les conflits fonciers et de préparer à la réconciliation, comme en témoignent les propos suivants :

Entre nous les membres de notre champ, nous avons résolu beaucoup de situations grâce au dialogue que les gens ont quand ils sortent pour les rencontres des champs. Y'avait deux frères qui ne s'entendaient pas parce que l'un a coupé la moitié du champ de l'autre et a vendu à un étranger à l'insu de son grand frère. Ils sont restés des années sans se parler et l'autre même est sorti construire sa cour à part. Un jour, un membre a attiré notre attention là-dessus. Entre nous les membres du groupe, nous avons organisé une rencontre de notre champ. D'abord, chacun s'est assis où il voulait. Après, nous avons décidé de les faire asseoir côte à côte. Ils étaient assis sans se parler. Nous avons alors donné la parole à l'aîné et l'inviter à pardonner son frère sinon nous serons obligés de les exclure du champ. Après un long soupir et des moments d'hésitation, il a demandé à ce que son frère accepte avouer publiquement les raisons de son comportement. Et c'est comme ça qu'à partir de ce jour, ils ont recommencé à se parler. Aujourd'hui, ils sont à nouveau dans la même cour et leurs femmes cuisinent à tour de rôle. T.F.S, cultivateur sambla, 46 ans, musulman, Kokosso, 30/03/2025.

Le dialogue sert aussi de cadre d'interpellation. Des adages ou des rappels sur la nécessité d'acquiescer la terre selon les normes locales en vigueur (consultation des autorités traditionnelles, droits d'usage, rituels, procédures d'attribution) sont adressés aux parties prenantes afin de dissuader les pratiques non conformes et d'encourager la réconciliation. Cela rejoint Swidler (2014) pour qui le dialogue est une conversation de personnes aux avis différents, permettant à chacun d'apprendre de l'autre.

Par ailleurs, le dialogue constitue un moment d'éclairage favorisant l'évolution des positions. Dans le cas évoqué, il a permis une résolution rapide à l'amiable, évitant le recours aux juridictions locales (chefs de terre et de village) ou institutionnelles (préfet, gendarmerie). La présence collective sert de témoin, réduisant les risques de malentendus et limitant l'aggravation du conflit. Dans certains cas, l'intervention d'une tierce personne reconnue par tous facilite le rapprochement. Ces résultats rejoignent ceux de Cosnier (2008), pour qui le dialogue est un échange visant à la coproduction d'une solution de sortie de crise entre antagonistes.

• **La transmission des savoirs : une stratégie de prévention et de résolution**

Concernant la transmission des connaissances, les résultats montrent que ses effets concernent autant celui qui transmet le savoir que celui qui le reçoit. Partager son savoir avec une personne avec laquelle existe une mésentente aide à dissiper les préjugés et les mauvaises intentions et à reconsidérer la relation.

À Karangasso-Sambla, la transmission des savoirs au sein des champs communautaires a contribué à prévenir et à résoudre certains conflits, comme le montrent ces propos :

Le partage des savoirs et savoir-faire nous a aidés à résoudre trop de conflits de terre dans ce village. Tu vois par exemple l'an passé, chez nous il y avait un cas où c'était difficile. Un homme avait cessé d'assister aux rencontres pourtant il connaissait beaucoup de choses qui pouvaient nous aider pour nos champs. Nous nous sommes concertés et on est allé le supplier. Ce jour-là, le partage d'expérience a trop duré mais on ne voulait même pas que ça s'arrête. Il nous a appris beaucoup de techniques culturelles locales. Quand celui qui était en conflit avec lui a vu ça, lui-même a pris l'initiative d'aller le saluer à la fin de la séance parce que lui il avait toujours des problèmes avec son champ. Et c'est comme ça qu'ils sont collés à l'heure-là. T.F.S, cultivateur sambla, 38 ans, musulman, CP2, Mangandougou, 02/04/2025.

L'apport de la transmission du savoir se situe à trois niveaux :

- 1- Adoucir les positions adverses ;
- 2- Susciter la compassion envers celui qui ne possède pas le même savoir ;
- 3- Répondre au souci de contribuer au développement de la localité.

Le moment de la transmission est interprété comme un espace de recherche de solutions : techniques culturelles, entretien des champs, soins, etc. Selon les enquêtés, les membres se soucient du bien-être collectif : certains partagent des connaissances sur des plantes médicinales ou des techniques permettant de dénouer des crises. Ainsi, le partage des savoirs constitue un moyen de résolution de plusieurs problèmes, dont les conflits fonciers. Ces résultats rejoignent ceux de Chamoux (1978), pour qui la transmission des savoirs favorise l'acceptation de l'autre.

• **La reconnaissance des mérites : un mécanisme d'apaisement**

Les résultats montrent que la reconnaissance joue un rôle de médiation et d'apaisement dans la gestion des conflits fonciers. Les propos suivants l'illustrent :

Un jour, dans notre groupe, il y a un là, il croit qu'il connaît tout. Jusqu'à il a manqué du respect à Sibiri. Le monsieur dont je tairai le nom ne savait pas qui était Sibiri tellement ce dernier est effacé. Il avait même un problème de champ avec le neveu de Sibiri. C'est une fois, on était en rencontre encore et le président a parlé de tout ce que Sibiri a fait pour notre groupe. Quand il a fini, le monsieur s'est approché du président pour qu'il l'aide à demander pardon à Sibiri et il est allé dire au chef de terre de laisser qu'il va trouver un terrain d'entente avec le neveu de Sibiri. Parce que la personne a vu que tout ce que les autres membres du champ lui apprend là vient de Sibiri. Et puis même, celui qui arrive à te montrer où à t'apporter la connaissance quelle qu'en soit son âme, si tu avais quelque chose contre lui, cette admiration pour lui met un terme à cette mauvaise pensée car ce dernier a apporté un changement positif dans nos pratiques et nos manières de faire. (T.G.L, ménagère sambla, 43 ans, catholique, Kokosso, 17/04/2025).

La reconnaissance des mérites du formateur⁶ instaure un devoir moral qui favorise la résolution du conflit et l'apaisement des tensions. Elle réside également dans une dépendance (directe ou indirecte) à l'égard du détenteur d'un savoir essentiel au fonctionnement du groupe, ce qui peut inciter à la réconciliation en cas de différend. Cette dimension semble importante pour l'élaboration des politiques de résolution des crises foncières internes.

Cependant, l'usage de ces outils présente des limites qu'il convient d'examiner.

Des espaces vulnérables face à l'intensité des tensions locales

L'usage des outils de résolution de conflits dans les champs communautaires comporte des limites, liées aux émotions et aux attitudes des acteurs et à la nature des conflits.

⁶ Le formateur est généralement un membre qui se démarque naturellement par ses connaissances et expériences.

• *Limites du dialogue et de la transmission des connaissances*

Le dialogue et la transmission impliquent une communication maîtrisée : maniement de la parole (rhétorique), posture adaptée, capacité à convaincre. Ne pas y parvenir ou s'adresser de manière arrogante aux adversaires peut entraîner un refus de collaboration :

Une fois aussi dans le groupe on a voulu aider des gens à se réconcilier. Mais ça mal tourné ! Celui qui a présidé ce jour-là ne sait pas parler. Lui au lieu de commencer doucement a voulu imposer l'entente entre les opposants. Finalement ils étaient plus lésés et c'est rester comme ça jusqu'à maintenant. On est en train de chercher solution toujours.

T.S, cultivateur sambla, 63 ans, musulman, Kokosso, 05/04/2025.

Lui aussi, ah comme il parle avec force, il croit que c'est tout le monde qui va accepter ça même s'il a accepté partager son savoir. Depuis qu'il a fait ça, moi-même je préfère ne plus le croiser même.

T.S.G, cultivateur sambla, 57 ans, musulman, alphabétisation, Kokosso, 28/03/2025.

Ce type de situation contribue au maintien des positions, voire à l'aggravation des conflits. Dans plusieurs cas, l'échec du dialogue ou de la transmission a conduit les parties à se tourner vers les juridictions locales ou formelles (préfecture, gendarmerie, justice), option généralement redoutée car perçue comme une exposition publique du conflit. « Amener une bagarre devant la loi » signifie « que les antagonistes ne sont pas mûrs » (O.P, cultivateur sambla, 83 ans, chrétien, 4e, Magandougou, 26/03/2025), c'est-à-dire un manque de sagesse :

Une personne sage sait résoudre les conflits à l'amiable pour protéger son image. T.G.L, ménagère sambla, 43 ans, catholique, Kokosso, 17/04/2025.

En outre, ces outils liés aux champs communautaires ont parfois suscité des frustrations et entraîné le retrait de certains membres. En effet, certains ne souhaitent pas une résolution publique de leurs conflits par crainte de l'ébruitement ou la divulgation des secrets, ou de sanctions :

« quand ils ont voulu résoudre ça devant les autres membres ça m'a refroidi. J'ai donc préféré ne plus être fréquent dans les réunions du champ » (T.B, cultivateur sambla, 48 ans, catholique, Kokosso, 27/03/2025).

• *Limites de la reconnaissance des mérites*

La reconnaissance du détenteur d'un savoir peut devenir source de tensions : « Depuis que je lui ai manifesté ce mérite, il se promène pour dire que moi-même je sais qui il est. Donc ça fait qu'avec lui, c'est difficile » (G.M, cultivateur sambla, 60 ans, musulman, Kokosso, 03/04/2025). Ce verbatim montre que la reconnaissance du mérite peut se retourner contre le détenteur et susciter une méfiance des autres membres à son égard.

Il ressort que la nouveauté de ce type de conflit foncier⁷ crée un tâtonnement dans la recherche de solutions. En tant que situations inédites, le "tâtonnement" concerne l'adaptation des réponses à un contexte nouveau. Face à ces difficultés, les habitants s'appuient en premier lieu sur des solutions endogènes déjà éprouvées, notamment les séances de partage d'expérience au sein des champs communautaires, perçues comme des espaces d'échange et de recherche collective de réponses. Lorsque ces outils ne suffisent pas, les adversaires se rendent « chez le chef de terre » pour tenter une résolution. Toutefois, certains enquêtés estiment que « les solutions de chez les autorités⁸ » amplifient le conflit. Ils préconisent une synergie entre acteurs endogènes et acteurs formels pour une gestion plus efficace des crises foncières. Selon eux, une synergie d'action permettrait de mener des interventions concertées et rapides, tandis qu'une synergie de communication favoriserait une compréhension commune des pratiques : « il est intéressant que tous les acteurs s'entendent sur le même contenu et les mêmes façons de faire ou au moins reconnaître celles des autres dans la gestion des crises foncières » (S.A, membre fondateur RECOPA, 80 ans, 10/04/2025). Dans cette perspective, des rencontres ou sessions d'échange organisées par groupe, en fonction des statuts sociaux des acteurs, encourageraient une réflexion collective.

Par exemple des ateliers pour réfléchir sur ce problème peuvent être organisés autour d'une grappe constituée des représentants du milieu juridique, des représentants des administrations locales et modernes, des représentants des forces de défense et de sécurité, chefs de village et de terre, des représentants des forces de défense informelle de la localité, des représentants des corps des civils constitués des autochtones, des allochtones et allogènes, une autre grappe échantillonnée avec des représentants des autres grappes, etc. D.A, coordonnateur régional RECOPA, antenne Ouest, 50 ans, 09/04/2025.

CONCLUSION

Cette étude, menée dans le village de Karangasso-Sambla, s'est attachée à comprendre le rôle des champs communautaires dans la gestion des conflits fonciers. L'approche qualitative a permis de mettre en évidence des résultats liés à leur organisation, à leurs mécanismes et à leur contribution à la régulation des conflits.

En premier lieu, l'étude montre que les habitants mobilisent des pratiques endogènes, notamment les champs communautaires (d'initiation, par quartier, entre amis et confessionnels) qui contribuent à résoudre les conflits fonciers. Les séances de partage d'expérience organisées dans ces champs communautaires offrent un espace de parole et de confrontation d'idées favorisant la recherche collective de solutions.

⁷ Les conflits fonciers dans ce village sont nés à la suite de la réduction des terres due à l'arrivée des migrants paysans et pasteurs et à la construction du barrage de Samendéni.

⁸ Provenant des autorités.

L'étude met en évidence trois outils particulièrement mobilisés lors de ces rencontres : le dialogue, la transmission du savoir et la reconnaissance des mérites de l'autre. Le dialogue facilite l'instauration d'un climat de confiance à travers l'écoute et l'échange. La transmission des savoirs véhicule un désir profond de soutien à l'autre. La reconnaissance des mérites de l'autre participe au changement de vision et de comportement envers ce dernier.

Enfin, l'analyse souligne que l'efficacité de ces outils dépend des attitudes des participants et du contexte. Si les champs communautaires jouent un rôle important dans la gestion des conflits fonciers, ils peuvent ne pas suffire dans certains cas.

Perspectives

Les résultats de cette étude ouvrent des pistes pour des recherches complémentaires, en approfondissant les mécanismes internes observés au sein des champs communautaires, comme le partage de repas entre leurs membres, afin d'en évaluer la contribution éventuelle à la gestion des conflits fonciers. Par ailleurs, une analyse des enjeux liés à la sacralité et à la préservation des ressources foncières pourrait apporter un éclairage supplémentaire sur les mésententes récurrentes autour de la vente des terres et sur leur protection.

Ces résultats invitent à réfléchir à la revalorisation d'initiatives communautaires telles que les champs communautaires, en tant qu'outils de consolidation des liens et de dénouement des crises. Ces initiatives permettent aux membres de différents groupes de mieux se connaître, atténuent les distances physiques et sociales, et favorisent le rapprochement, préalable à une cohabitation pacifique.

Pour les décideurs politiques burkinabè, les résultats soulignent la nécessité de mieux intégrer les pratiques endogènes dans la gestion des conflits fonciers, tout en respectant les spécificités locales.

À une échelle plus large, les conclusions de cette étude ouvrent des perspectives de réflexion pour le Sahel en invitant à une analyse comparative des pratiques locales de gestion des conflits et à une meilleure prise en compte de la pluriversité⁹ des solutions mobilisées. Dans cette perspective, une étude portant sur l'articulation entre gestion communautaire des conflits fonciers et gestion locale des ressources permettrait d'identifier d'autres pratiques endogènes et d'examiner les conditions d'adaptation dans les communautés voisines.

BIBLIOGRAPHIE

- Chamoux, M.N., 1978. « La transmission des savoir-faire : un objet pour l'ethnologie des techniques ? », Techniques et culture, 3, pp. 46-83.
- Conférence épiscopale Burkina-Niger Catholic Relief Service, Sahel Peace Initiative (SPI), 2023. Étude sur les conflits au Burkina Faso : typologies, causes et mécanismes endogènes de gestion.
- Cosnier, J., 2008, « [Les Gestes du dialogue](#) », P. Cabin & J-F Dortier. La communication, état des savoirs, Éditions Sciences Humaines, pp. 119-128.
- Enabel, 2024. Cartographie des conflits et des mécanismes de prévention et de gestion des conflits dans les régions du Centre-Est, du Plateau Central et du Centre Nord du Burkina Faso, Rapport final, p. 144.
- Engels, B., 2022. [Dealing with the Security Crisis in Burkina Faso. Development and civil society perspectives on crisis prevention](#), p.40, Rosa Luxembourg Stiftung.
- Jason Ipe, James Cockayne et Alistair Millar, 2010, « La mise en œuvre de la stratégie antiterroriste mondiale de l'ONU en Afrique de l'Ouest », Center on Global Counterterrorism Cooperation.
- Jourdan, D. et al., 2012. « Quarante ans après, où en est la santé communautaire ? » in Santé Publique, volume 24, n° 2, pp. 165-178.
- Lyammouri, R., 2022. « Conflits intercommunautaires, groupes armés et un processus multi-acteurs de consolidation de la paix : cas du Cercle de Niono au Mali », Research Paper, Policy Center for The New South.
- Ministère de l'Aménagement du territoire et de la Décentralisation, commune rurale de Karangasso-Sambla, 2013. Plan communal de développement de Karangasso-Sambla 2014-2018.
- Ministère de la Justice et des Droits humains, chargé des relations avec les institutions, Secrétariat permanent de l'Observatoire national de prévention et de gestion des conflits communautaires, 2024. Rapport annuel de l'Observatoire national de prévention et de gestion des conflits communautaires (ONAPREGECC) Année 2023.
- Nakanabo, N., 2024. [Rôle des jeunes dans la résolution des conflits au Burkina Faso : Étude des facteurs de tensions et stratégies d'implication](#), Rapport de recherche.
- Olivier de Sardan, J.P., 2023, L'enchevêtrement des crises au Sahel. Niger, Mali, Burkina Faso, Paris, Ed. Karthala.
- Ouattara, F., 2022. « [Une anthropologie noire dans l'étau d'un partenariat en Afrique subsaharienne](#) », Praxis, 53-2, pp. 203-226, (consulté le 20 janvier 2025).

⁹ Les populations locales peuvent elles aussi et elles-mêmes posséder des solutions raisonnables et mieux adaptées pour gérer les conflits fonciers de leurs localités.

- Ouédraogo, H.M.G., 2011. « [De la connaissance à la reconnaissance des droits fonciers africains endogènes](#) », Études rurales, n°187, pp 79-93, (Consulté le 22 janvier 2025).
- Ouoba, J., 2016, La diffusion des variétés améliorées de riz à la Vallée du Kou (Burkina Faso): Acteurs, logiques et stratégies d'adoption, Mémoire de Master, Université de Ouagadougou.
- Ouoba, J. & Toé, P., 2023a. « De l'inclusion à l'exclusion, un processus de réactivation identitaire sur les sites de réinstallation du projet Samendéni au Burkina Faso : l'exemple du site d'accueil de Maganfesso », Revue africaine des sciences sociales et politiques, pp 30-48.
- Ouoba, J. & Toé, P., 2023b. « Exclusion des allochtones du processus d'indemnisation des terres agricoles à Maganfesso : quels enjeux ? », Revues de l'ACAREF, pp. 54-67.
- Ouoba, J., 2025. Derrière la vitrine des aménagements : jeux et enjeux d'une réinstallation des populations riveraines du Barrage de Samendéni au Burkina Faso, thèse de doctorat unique de socio-anthropologie, Université Nazi Boni.
- Roupert, B. & Tisseron, A., 2013. « Approche comparée des politiques européenne et américaine de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent » Sahel: Éclairer le passé pour mieux dessiner l'avenir, pp 77-94, Éd. GRIP.
- Sambo, A., 2021. « [Pratiques endogènes de gestion de l'eau au service des politiques d'adaptation aux changements climatiques dans la région du lac Tchad](#) », IAHS, 384, pp. 301-304, (consulté le 29 janvier 2025).
- Swidler, L., 2014. «[The Dialogue Decalogue: Ground Rules for Interreligious, Interideological Dialogue](#)». In: Dialogue for Interreligious Understanding. Interreligious Studies in Theory and Practice. Palgrave Macmillan, New York.

À PROPOS DE L'AUTEUR

Dr Justine OUOBA

Justine Ouoba est Dre en socio-anthropologie à l'Université Virtuelle du Burkina Faso. Elle mène des recherches de terrain dans les régions du Centre et du Guiriko du Burkina Faso depuis 2012. Ses recherches portent sur des thématiques telles que l'insertion des personnes en situation de handicap physique, l'acceptabilité sociale des innovations agricoles, les implications des mouvements sociaux, le règlement des conflits locaux, le règlement des conflits fonciers.

Inscrite à la première promotion de Uppsala School for Africa Studies, elle est également membre du Laboratoire d'Études Rurales sur l'Environnement et le Développement Economique et Social (LEREDES), de l'Association des Etudes Mandé (MANSA), du Laboratoire d'Anthropologie Comparative, Engagée et Transnationale (LACET).

MENTIONS LÉGALES

Réseau de recherche et action pour la paix (Réseau REcAP)

Trinity Avenue, O Mile 7 Road, Achimota-Accra
P. O. Box CT4434, Cantonments, Accra-Ghana
Link Rd, Dhaka

Tel: +233 302 411 638

Mail: recapsecretariat@wanep.org

www.recapnetwork.org

© photo : Adobe Stock «Editorial use only»

"autorisations, droits et autorisations supplémentaires peuvent être requis pour une utilisation commerciale"

Cette publication a été produite avec le soutien financier de l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité du Réseau de recherche et action pour la paix et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne. © - 2024 - Réseau de recherche et action pour la paix (Réseau REcAP). Tous droits réservés. Licence octroyée à l'Union européenne sous conditions.



Financé par l'Union européenne

RÉSEAU REcAP

Le réseau REcAP est une plateforme interactive de coopération régionale qui rassemble des organisations et des experts en matière de consolidation de la paix et de prévention des conflits et de l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest et dans le bassin du lac Tchad.

Mis en œuvre par le Réseau Ouest-Africain pour l'Édification de la Paix (WANEP), le Conseil danois pour les réfugiés (DRC) et l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI), le réseau REcAP a été conçu pour répondre aux limites en matière de capacités et de collaboration entre les experts, les décideurs politiques et les praticiens, et pour améliorer l'impact, les progrès et la durabilité de la recherche, des politiques et des pratiques en matière de consolidation de la paix.

www.recapnetwork.org

